



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

01 mars 2023

N° 302

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

CONTRAINdre LES PATRONS À PAYER LEURS CRISES !



Dans plusieurs entreprises des groupes d'ouvriers n'hésitent pas à débrayer, à faire grève, à manifester contre leurs mauvaises conditions de vie et de travail. En attendant la riposte générale et consciente du monde du travail et de leurs alliés pour faire reculer les patrons, les succès çà et là engrangés sur la zone industrielle sont une source d'inspiration pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Partout, au Parc Sonapi notamment, différents patrons mettent en avant la crise pour forcer les ouvriers à avaler des couleuvres comme les réductions d'effectifs, à travailler 3 jours sur 6 pendant la semaine, à accepter des congés sans solde qui peuvent durer plusieurs mois. Fermeture d'entreprises, plans de licenciement massifs des travailleurs, réduction des jours de travail, dégradation des conditions de travail, rétention des salaires sont légion.

Les patrons parient sur la passivité et l'état de morosité générale des luttes des travailleurs pour faire passer leurs plans macabres. Mais des mouvements spontanés de certains groupes de travailleurs contre leurs exploiters rappellent que les classes laborieuses doivent toujours compter sur elles-mêmes.

C'est le cas des ouvriers de la compagnie S&H Global S.A à Caracol dans le département du Nord'est. En effet, le 31 janvier dernier, la direction de l'entreprise a pris la décision de révoquer environ 3500 ouvriers et de fermer le module 3 de la compagnie. Au total près de 5000 ouvriers risquaient de perdre leur emploi. Au bout de plusieurs jours de protestation, la direction a été contrainte d'annuler sa décision.

À SISA, chez Alain Villard, malgré la crise, le patron avait retenu l'argent du congé annuel des ouvriers depuis le mois de décembre.

Devant la tergiversation de la direction, les ouvriers ont débrayé puis investi les bureaux du personnel le jeudi 16 février dernier. Paniquée, la direction s'est démenée pour satisfaire leurs revendications le jour même.

Profitant des salaires de misère, des avantages fiscaux et douaniers, des patrons, notamment ceux de la sous-traitance ont amassé d'immenses fortunes en subtilisant le surtravail de la classe ouvrière. Malgré la crise, ils continuent de rafler beaucoup d'argent. Quand un secteur de l'économie faillit, ils se rabattent sur d'autres secteurs car ils occupent l'économie de la tête et des épaules.

Ce n'est pas le cas pour les travailleurs. Mis à pied dans leurs entreprises, privés de leur seul moyen de subsistance, leur vie bascule dans la déchéance. Il est anormal que les richesses qui ont été produites par leur force de travail soient confisquées pour un petit groupe de capitalistes et ne puissent pas les servir pendant les périodes de crise.

En suivant les camarades de SISA et de S&H Global S.A qui se sont mis en lutte, les travailleurs peuvent affirmer leur droit de vivre dignement, crise ou pas, en refusant les licenciements par le partage du travail, en exigeant un ajustement du salaire minimum en fonction du coût de la vie. Cela dépendra de leur capacité à s'organiser puis à lutter pour les obtenir car les riches ne leur feront aucun cadeau. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Contraindre les patrons à payer leurs crises !

Leur société

- ⇒ Page 2
 - Des poches de résistance malgré la terreur des gangs
 - ED'H : une institution en faillite
 - Mais-Gâté : un tronçon de route délabré !
 - Le calvaire des demandeurs de passeports
- ⇒ Page 3
 - HUEH : la grève des médecins résidents se poursuit

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - Échos des entreprises
- ⇒ Page 4
 - PAWÒL TRAVAYÈ :yon ekzanp solidarite nou dwe suiv!

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Turquie : Des phénomènes naturels aux catastrophes sociales

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

DES POCHEs DE RÉSISTANCE MALGRÉ LA TERREUR DES GANGS

Les gangs continuent d'étendre leurs tentacules dans plusieurs départements du pays tout en renforçant leurs structures dans l'aire métropolitaine où l'escalade de violences se poursuit sous toutes les formes. Entre temps, la direction de la Police, elle, s'agite, lance en grande pompe des opérations semblables à des tempêtes dans un verre d'eau, car elles ne font pas reculer les bandits.

Pendant les mois de janvier et de février, à Port-au-Prince, ce sont les bandes à Vitelhomme, Ti Makak, et dans l'Artibonite, celles de Gran Grif qui occupent le devant de la scène par leurs exactions.

Ce vendredi 3 février 2023, une fusillade survenue au Marché Salomon à Port-au-Prince, a fait au moins 5 morts et plus d'une dizaine de blessés. Dans la nuit du mercredi 22 février 2023, à Delmas 31, 4 personnes ont perdu la vie lors d'une fusillade, dont l'ancien inspecteur divisionnaire, Gérard Jean Michel.

Dans l'aire de Vitelhomme, ce samedi 11 février, à Tabarre, une fusillade a fait au moins 6 morts et plusieurs blessés. Des membres de son gang « Kraze Baryè » ont assassiné par balles au moins 4 personnes dans l'après-midi du jeudi 23

février 2023, à Fort-Jacques, dans les hauteurs de Pétiion-ville. Le mardi 21 février 2023, des individus ont criblé de balles deux personnes à Berthé, commune de Pétiion-ville. À Montagne Noire, dans la localité « Nan Vout », les cas d'assassinat par balles sont devenus très fréquents. Le vendredi 20 janvier 2023, dans la zone de Métivier, commune de Pétiion-Ville, 3 policiers ont été froidement abattus à bord de leur véhicule lors d'une patrouille.

Dans l'Artibonite, à Liancourt, le 25 janvier dernier, sept policiers ont été tués dans le cadre d'une attaque armée du gang « Gran Grif ». Suite à ce massacre, plusieurs commissariats de la région ont fermé leurs portes et les policiers ont pris la poudre d'escampette. Les bandits en ont profité pour prendre le contrôle de plusieurs communes et semer la terreur dans la vallée. C'est ainsi qu'ils ont assassiné 6 riverains à Liancourt;

une autre attaque armée a fait au moins 8 morts le 8 février dernier aux Verrettes et 6 personnes ont aussi été enlevées le même jour.

Même si la population dans sa grande majorité est désarmée, sonnée, vu l'ampleur des violences exercées contre elle, des poches de résistance se constituent. C'est le cas, par exemple, à Liancourt, où la brigade de vigilance a intercepté des individus transportant des boîtes de cartouches pour le gang « Gran Grif ». Le mardi 7 février 2023, la zone de Liancourt a été le spectacle d'un grand affrontement entre la population et les gangs armés. Ces derniers ont été stoppés dans la répression sanglante qu'ils exerçaient dans la zone. À l'Estère également plusieurs bandits identifiés et filés par des riverains ont été lynchés. Ces brigadiers ont démontré que le salut ne viendra que de la colère et de la mobilisation des habitants des quartiers populaires des villes et des campagnes.■

ED'H : UNE INSTITUTION EN FAILLITE

La zone métropolitaine de Port-au-Prince est plongée dans une crise énergétique encore plus aiguë depuis près de 4 mois. L'ED'H n'est plus en mesure de fournir les quelques heures d'électricité par jour nécessaires à la population.

Si certaines familles qui ont les moyens peuvent trouver une alternative par l'achat d'équipements de production d'énergie électrique tels des panneaux solaires, des inverters, régulateurs, batteries etc., dont les prix ont flambé ces derniers temps, le gros de la population vit pratiquement sans courant électrique depuis des mois. Repasser un vêtement, boire un verre d'eau fraîche chez soi, avoir de la lumière pour que les enfants étudient et fassent leurs devoirs à la maison, mettre un ventilateur pour aérer et chasser les moustiques appartiennent au passé.

C'était déjà le cas pour une bonne partie de la population car même à ses heures de gloire, l'ED'H n'a jamais été en mesure d'offrir ses services à tout le pays. Les habitants qui vivaient loin des principales villes menaient toujours leur vie sans électricité.

Les rues noires et désertes le soir alimentent une insécurité déjà galopante et augmentent l'angoisse de la population qui est livrée aux bandits armés

L'ED'H explique cette situation « le lac de Péligre qui perd en moyenne 25 cm d'eau par jour à cause de la saison sèche, la crise du

carburant ajoutée au banditisme qui entrave la libre circulation au niveau de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et des problèmes techniques d'ordre structurel qui nécessitent de grands investissements » Du verbiage !

À l'image de toutes les institutions de l'État, l'ED'H se délite. Les responsables de ces institutions s'en lavent les mains. Ils ne sont tenus par aucun engagement, aucun résultat. Parachutés directeurs le plus souvent par copinage, leurs objectifs premiers sont de se remplir les poches au plus vite avant de s'enfuir.■

MAIS GÂTÉ : UN TRONÇON DE ROUTE DÉLABRÉ !

Il y a quelques années, le tronçon de la route de Mais-Gâté s'est transformé en une déchèterie. Cette partie située entre Gérald Bataille et Place Hugo Chavez héberge pourtant les bureaux du MSPP (Ministère de la Santé Publique et de la Population), ceux de la Croix-Rouge, des entreprises comme AVIS, une maison de location de voitures et le crématorium Pax villa. Mais cela n'a pas l'air de trop déranger

ces patrons qui continuent d'amasser de l'argent au milieu des piles de fatras, de la boue, de l'eau stagnante dégageant une odeur pestilentielle.

Les ouvriers qui empruntent cette route à pied ou en tap-tap pour se rendre au travail ne cessent de dénoncer l'état de délabrement de la zone. Des piles d'immondices qui brûlent à longueur de journée, s'étendent sur la route

et rendent la circulation difficile. Cette zone est devenue un endroit dangereux. Par ailleurs, à plusieurs reprises, on a remarqué des cadavres jetés sur les fatras, qui dégageaient une odeur irrespirable. À se demander, si les autorités empruntent cette voie, si les bureaux du MSPP, responsable de la santé du pays et la Croix rouge fonctionnent normalement ? C'est révoltant !■

LE CALVAIRE DES DEMANDEURS DE PASSEPORTS

Depuis l'annonce du programme de Biden, obtenir un passeport devient un véritable parcours du combattant. En plus du coût qui a explosé, passant de 10 000 gourdes officiellement en décembre dernier à 50 000 gourdes en moyenne aujourd'hui, les demandeurs, dans leur grande majorité, doivent s'exposer à des conditions et des traitements indignes, sans même pouvoir soumettre leur dossier.

Une foule immense, sous tension, dont on peut sentir de très loin la colère et la frustration de ceux qui la composent, des policiers qui se croient en droit d'utiliser des chiens pour mettre de l'ordre dans la foule... C'est de fait toute la situation régnant dans les centres de demande et d'émission des passeports qui est humiliante. Des gens qui escaladent des murs ou qui catapultent des enfants au-dessus d'une foule en délire, des personnes qui tombent de faiblesse. Il y en a de tous âges : des jeunes pour la plupart mais également des personnes âgées, des femmes enceintes ; il y a même des enfants, des bébés dans les bras de leurs mères.

Ils n'ont pas bougé de toute la nuit et ils sont encore là quand le soleil atteint

son zénith. Ils attendent au milieu des relents d'ordures, d'excréments et d'urine. C'est une scène infâme qui se joue tous les jours depuis le lancement du programme de l'administration américaine. Le passeport haïtien, dont la possession devrait être un droit élémentaire, est aujourd'hui un objet de luxe dont la rareté n'a d'équivalent que les sommes énormes qu'il faut déboursier pour rêver l'obtenir. Dans tous ces bureaux à travers le pays, la corruption et le népotisme règnent en maîtres. Des employés et des policiers se sont constitués en véritables gangs, multipliant les moyens d'extorquer une population déjà appauvrie.

Toutes démarches incluses, l'acquisition complète peut excéder 70.000

gourdes. En plus du sacrifice financier, beaucoup n'arrivent même pas à apposer leur signature.

Le document indispensable fait l'objet d'une surenchère folle. La corruption et la lourdeur administrative compliquent tout le processus : extraits d'archives, matricules fiscaux, timbres, signatures, etc. Les gens sont obligés de recourir à des « facilitateurs », des intermédiaires, c'est-à-dire des racketteurs qui réclament des sommes astronomiques.

Dans la mêlée, certains se font écraser. On enregistre des pieds ou des bras cassés, fracturés. D'autres y perdent la vie, juste pour un passeport. L'enfer sur terre est bien dans les pays pauvres comme en Haïti où le visage du capitalisme est hideux.■

HUEH : LA GRÈVE DES MÉDECINS RÉSIDENTS SE POURSUIT

En grève depuis le 22 décembre 2022, les médecins résidents de l'hôpital général continuent d'exiger de meilleures conditions de travail, une augmentation salariale, des matériels et des moyens adéquats pour la prise en charge des malades.

Pendant les 3 jours gras, les grévistes se sont mobilisés devant le centre hospitalier pour exprimer leurs revendications. Pancartes en main, vêtus de leur blouse, devant une barricade bloquant totalement l'accès de l'hôpital, ils informent les passants de l'état du plus grand centre hospitalier du pays. Cette mobilisation fait suite à deux manifestations, les 6 et 13 février, que ces jeunes médecins avaient organisées dans les rues de la Capitale et à tant d'autres actions depuis qu'ils ont engagé cette grève il y a plus de deux mois.

De fait, l'Hôpital Général est semblable à un grand mouvoir où la population pauvre vient se faire soigner, à défaut de moyens pour payer une clinique

privée. Tous les services manquent des équipements nécessaires à leur fonctionnement. Par exemple les grévistes ont simulé une cellule d'urgence avec un vieux lit vide sans matelas et une potence ; c'est tout. Il n'y a pas de lit pour les malades qui parfois sont allongés à même le sol ou sur des grabats. L'eau courante fait défaut ; il manque de tout, même pour faire un pansement.

Et en plus de cela, il y a le délabrement de l'espace. Stationnement de véhicules en panne, manque d'entretien et de nettoyage, vétusté du bâtiment, le lieu ne ressemble plus à un hôpital où l'on prend soin des malades.

C'est dans un tel espace qu'évoluent les jeunes médecins de service à l'hôpital après

avoir terminé leurs études. Contrairement aux autres cadres qui s'efforcent de dispenser un minimum de soins aux pauvres affluant à l'hôpital par dizaines voire par centaines chaque jour, ces jeunes médecins résident à l'hôpital. Le dortoir où ils sont logés n'est pas différent du reste.

Cette grève témoigne de leur ras-le-bol face à de telles conditions, face à leur difficulté à joindre les deux bouts avec 400 gourdes par jour que représentent leurs frais. Mais elle témoigne également de l'inadéquation entre le rêve de sauver des vies et une organisation sociale basée sur la propriété privée où l'intérêt d'une minorité de privilégiés est garanti au détriment de la vie des masses pauvres. ■



Une partie de la barricade érigée par les grévistes

DANS LES ENTREPRISES

ECHOS DES ENTREPRISES

PREMIUM (chez Apaid)

Nous ne sommes pas responsables !

L'usine Premium S.A, propriété de Cliford Apaid, se trouve sur la route de l'aéroport, à l'entrée de Frères Simons. Depuis le début de l'année, il ne se passe pas une semaine sans que le patron ne renvoie un ou plusieurs modules sous prétexte de manque de matériel. Le pire dans tout cela, c'est que les travailleurs sont renvoyés sans solde, alors qu'ils ne sont en rien responsables.

Il est inadmissible que l'on vienne à l'usine pour travailler, et qu'à cause du manque de matériel, la direction nous renvoie chez nous et refuse de nous payer la journée.

SISA:Sewing International S.A

20 gourdes, c'est du passé !

Il y a 18 ans, suite à un contrat signé avec la compagnie Gildan, le patron donnait 20 gourdes de frais de transport en plus du salaire. Jusqu'à présent, le patron de l'usine, Alain Villard, continue de nous verser les 20 gourdes, alors que le prix du trajet le moins coûteux est de 100 gourdes. Nous réclamons

la révision rapide des frais de transport !

150 gourdes pour un plat !

Sur demande du patron, un groupe d'ouvriers est appelé à travailler parfois le dimanche. Comme convenu, il doit nous fournir à manger. Mais, à notre grand étonnement, le patron a déclaré qu'il disposait seulement de 150 gourdes pour les frais de nourriture. Alors que le plus petit plat devant l'usine coûte 250 gourdes. C'est du cynisme pur !

QUALITY S.A, (Kay Abraham)

Dédommangez-nous !

Depuis décembre 2022, le patron déclare qu'il n'a pas de contrat. Entre temps, on a appris qu'il a dédommagé certains employés qui lui sont proches, alors que la grande majorité des travailleurs fait le va-et-vient à l'usine pour rien. Nous exigeons le dédommagement de tous les employés.

CARRIBEAN CRAFT

Ouvriers en chômage partiel

Dans cette usine située à l'aéroport, nous sommes une soixantaine de travailleurs qui fabriquons des pièces artisanales que la patronne exporte aux États-Unis. Nous sommes

souvent touchés par le chômage partiel. Sur une année, nous sommes au chômage en moyenne pendant les 2/3 des journées de travail.

Cette année, notre premier jour de travail a débuté le 30 janvier, alors que sur toute la zone industrielle le travail avait redémarré depuis 9 janvier. Deux semaines après, le directeur nous a annoncé que nous ne devrions pas retourner la semaine suivante. Entre temps, n'ayant aucun revenu, nous devons rester crever chez nous. Une situation inacceptable !

M.B.I./SONAPI

une diminution de salaire sous forme de diminution du nombre de jours de travail

Au début du mois de février, la direction a décidé de supprimer la journée de samedi. Désormais la semaine de travail prend fin le vendredi. Un samedi sans travailler devrait faire plus de jours de congés, mais étant payés à la pièce, cela représente pour nous le salaire de deux jours en moins dans notre fiche de paie, les samedis et dimanches étant comptés comme congés hebdomadaires.

Évidemment cela n'a pas tardé à se faire sentir puisque au moment de la paie du vendredi 17 février, chaque ouvrier a constaté que son revenu a diminué de 30% par rapport à la paie précédente. ■

PAWÒL TRAVAYÈ

Yon ekzanp solidarite nou dwe swiv !

Vendredi 16 fevriye 2023 ki sot pase la a, ouvriye nan SISA te kanpe travay pou ekzije patwon an kale yo lajan konje yo. Zin sa a nan blòk mache Taba. Se pou patwon Alain Vila. Ouvriye yo te sipoze touche konje a ansanm ak boni depi nan mwa desanm 2022. Sou pretèks kriz, patwon an te kenbe lajan konje a anba ponyèt li.

Patwon an ak direksyon an te bay delè 17 fevriye pou bay lajan sa a. Vandredi ki te 16 fevriye a, pandan ouvriye yo ap prepare pou yo resevwa lajan yo, se lè sa a yon responsab al radote. Li deklare gen yon pwoblèm. Patwon an pa an mezi pou bay lajan konje a, jan sa te prevwa. Deklarasyon responsab la te leve plim sou do ouvriye yo. Yo te dirije yo nan direksyon an pou al mande dekiprevyen, deki mannigans. Yo te deklare yo pap kite izin nan si patwon an pa kale yo kòb yo prese prese.

Presyon an te tèlman monte wo, responsab yo te fèmen tèt yo nan biwo a. Nan menm jou a, yo te kale tout ouvriye lajan konje yo tousuit. Se yon viktwa pou ouvriye SISA yo se yon bèl egzanp pou tout travayè anjeneral.

Eksperyans montre, atravè plizyè mouvman ki fèt sou zòn endistriyèl la, nan plizyè izin, sèl langaj patwon yo konprann, se mobilizasyon. Sa yo pè, se lè nou tout fè solidarite, mete tèt ansanm pou nou defann menm revandikasyon. Viktwa ouvriye SISA yo montre nou kapab fòse patwon yo satisfè revandikasyon nou genyen tankou: repati travay ant tout travayè, kanpe sipansyon ak revokasyon, kontinye bay lajan sibvansyon an chak mwa, ajiste salè minimòm nan, chak fwa pri lavi a ogmante.

Bouch an bouch yonn di lòt

OTR-UCI, Vandredi 24 fevriye 2023

An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

TURQUIE : DES PHÉNOMÈNES NATURELS AUX CATASTROPHES SOCIALES

Presqu'un mois après les deux tremblements de terre majeurs du 6 février 2023, plusieurs autres séismes survenus en Turquie ont aggravé la situation de la population. Selon un dernier bilan publié par un organisme public turc de gestion des catastrophes, l'AFAD, à la fin du mois de février, le nombre de décès serait de 44.218 morts. Immédiatement remis en cause par une association de médecins turcs, ces chiffres avoisineraient les 50.000 morts et les 105.000 blessés selon d'autres sources. Selon l'OMS, le nombre de morts pourrait atteindre 100.000.

Pour l'heure, la majorité de la population se trouve dans une situation d'extrême urgence. Elle a besoin d'un toit, de chauffage, d'eau potable et d'autres biens et services vitaux, alors que la région affronte un rude hiver, avec des températures qui descendent jusqu'à - 5, voire - 10 °C. Des experts indépendants alertent contre les risques d'épidémies et d'autres problèmes de santé publique.

Plus préoccupé à sauver sa tête qu'à prendre les moyens pour venir en aide à la population, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, fait feu de tout bois pour cacher les énormes responsabilités de son régime dans les conséquences catastrophiques des séismes sur la population, notamment l'ampleur des pertes humaines et matérielles. Rejetant la faute sur les forces surnaturelles maléfiques, la « main du destin » ou encore la fatalité, Ergodan invite la population à se réfugier dans la foi.

Mais la population n'est pas dupe. Les séismes sont des phénomènes naturels. Les catastrophes humaines et matérielles qu'ils engendrent ne le sont pas. Elles sont plutôt les témoins de la façon dont l'État s'organise pour loger sa population sur un territoire avec des spécificités sismiques particulières.

Le régime d'Erdogan ainsi que ceux qui l'ont précédé ont failli en livrant la population turque aux appétits débordants et meurtriers des maffias et des capitalistes. L'actuel président turc a fait l'inverse de ce qu'il avait promis lors de sa prise du pouvoir en 2003. Loin de rendre effectif le système de contrôle de la fiabilité des nouvelles constructions mis en place, l'État et son régime se sont acoquinés aux capitalistes qui faisaient leurs richesses dans le bâtiment. Régie comme système de gouvernement, la corruption généralisée a permis aux promoteurs immobiliers de tricher sur les normes pour faire baisser les coûts de revient de production, en fraudant sur la qualité douteuse d'un béton peu cher, sur la quantité d'armatures métalliques dans ce béton, sur les fondations ou sur la qualité du sable utilisé.

Par rapport à la colère de la population, Erdogan manie le bâton et la démagogie. D'un côté, il feint de sévir contre certains promoteurs en lançant des enquêtes - plus de 134 sont ouvertes à ce jour- et en procédant aux arrestations de plusieurs d'entre eux. De la poudre aux yeux car plus d'une fois ces fraudeurs ont été amnistiés par le régime. D'un autre côté, il réprime et limite les droits d'expression de la population en restreignant l'accès à certains réseaux sociaux pour éviter tout débordement.



Malgré un bilan désastreux à la tête du pouvoir marqué par un effondrement du niveau de vie de la population avec une inflation de près de 100% selon certaines études, par une restriction drastique des libertés, Erdogan prépare activement sa réélection. Nul doute que, compte tenu de l'impopularité du président turc, le régime va tenter d'ajourner les élections prévues le 14 mai prochain. Que les joutes électorales soient renvoyées ou non, la population pourra en profiter pour exprimer son ras-le-bol et sa défiance envers cette classe politique, l'opposition y compris.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.